

Phase actuelle de la crise de la dette en Europe et contexte international

Eric Toussaint

www.cadtm.org

12 décembre 2011

Formation OID-CADTM

Liège

La zone euro: épiceutre de la crise

- Pourquoi l'UE est plus touchée que les Etats-Unis où la crise a commencé
- Relations centre/périphérie dans l'UE
- Politique néo mercantiliste de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche

- Les économies faibles de la zone euro qui accusent un déficit commercial par rapport aux pays les plus forts (Allemagne, France, Pays-Bas, Autriche...) n'ont pas la possibilité de jouer sur leur taux de change afin d'augmenter leurs exportations.
- Pour les pays périphériques, l'appartenance à la zone euro s'est transformée en une camisole de force.
- C'est pourquoi l'éventualité d'une sortie de la zone euro fait partie du débat sur la sortie de crise.

Pourquoi l'UE est plus touchée que les Etats-Unis où la crise a commencé (suite)

- La Banque centrale européenne et les banques nationales de la zone euro ont l'interdiction de financer directement les États
- En septembre 2011, la Fed détenait pour un peu plus de 1 700 milliards de dollars de titres de la dette publique (*Treasury bonds*) achetés au Trésor, dont 900 milliards depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008.
- La Banque d'Angleterre achète également des titres du trésor britannique

Pourquoi l'UE est plus touchée que les Etats-Unis où la crise a commencé (suite)

- Le budget de l'Union Européenne est minuscule et les transferts fiscaux en faveur des économies les plus faibles sont très limités.
- Si aux Etats-Unis les transferts du budget fédéral vers les Etats membres étaient aussi faibles que dans l'UE, une dizaine d'Etats serait dans la même situation que la Grèce ou le Portugal :
- la Virginie, le Maryland, le Nouveau Mexique, la Floride, le Mississippi...

Pourquoi l'UE est plus touchée que les Etats-Unis où la crise a commencé (suite)

- Une grande partie de la dette publique aux Etats-Unis est fédérale, c'est la dette de l'Union, elle est remboursée par le budget fédéral.
- Comme on l'a vu la Fed en détient une partie.
- La Chine détient pour environ 1300 milliards de dollars de bons du Trésor
- Les USA remboursent avec des billets qu'ils impriment et une monnaie qu'ils laissent se dévaluer
- L'abaissement de la note AAA n'a pas produit une hausse des coûts, au contraire!

- Taux à 10 ans au 2 décembre 2011 sur le marché obligataire de la zone euro

• Allemagne	2,09%
• Pays-Bas	2,51%
• Finlande	2,72%
• France	3,29%
• Autriche	3,51%
• Belgique	4,70%
• Espagne	5,76%
• Italie	7,08%
• Irlande	9,19%
• Portugal	14,46%
• Grèce	37,48%

Titres grecs à 10 ans

- Prenons un exemple concret, admettons qu'une banque ait acheté des titres grecs valant chacun 1000 euros en mars 2010, au taux de 6,25%. La banque recevra donc chaque année une rémunération de 62,5 euros (c'est-à-dire 6,25% de 1000 euros) pour chaque titre : on dit qu'un titre donne droit à un coupon de 62,5 euros. Deux ans plus tard, les titres émis à 10 ans par la Grèce en mars 2010 sont considérés comme à haut risque

Titres grecs sur le marché secondaire

- Si ce taux est par exemple de 37,48% (voir tableau plus haut), les fonds spéculatifs et autres fonds voutours qui sont prêts à racheter des titres grecs émis en mars 2010 veulent un rendement de 37,48%. S'ils achètent des titres qui rapportent 62,5 euros, il faut que cette somme corresponde à 37,48% de leur prix d'achat, soit 167 euros. Ils seront donc prêts à acheter des titres grecs d'une valeur faciale de 1000,00 euros si leurs détenteurs sont prêts à se contenter de ce prix.

Les banques, maillon faible de la chaîne

- Entre le 1er janvier et le 21 octobre 2011, l'action de la Société générale a chuté de 52,8%, celle de BNP Paribas de 33,3%, celle de la Deutsche Bank de 28,8%, celle de Barclays de 30,5%, celle du Crédit Suisse de 36,7%.
- L'action de Bank of America a perdu 50,8%, celle de Citigroup 36,1%, celle de Goldman Sachs 39,1%, celle de JPMorgan 20,5%, celle de Morgan Stanley 37,5%.

Pour leur part, les banques privées européennes se financent de sept manières :

- Pour leur part, les banques privées européennes se financent de sept manières :
- - elles empruntent au jour le jour aux autres banques sur le marché interbancaire ;
- - elles émettent des obligations sur les marchés financiers ;
- - elles sont cotées en Bourse afin d'y collecter des capitaux ;
- - elles empruntent aux ménages qui déposent leurs liquidités (salaire en début de mois et épargne) ;
- - elles empruntent aux entreprises non financières qui déposent une partie de leur trésorerie ;
- - elles empruntent en dollars aux *money market funds* des Etats-Unis (qui empruntent eux-mêmes auprès de la Réserve fédérale) ;
- - elles empruntent aux banques centrales.

- Or, le marché interbancaire s'est rétréci comme peau de chagrin car les banques doutent les unes des autres tant elles ont d'actifs toxiques dans leur bilan ;
- l'accès au marché obligataire pour les banques est devenu plus coûteux ;
- les investisseurs institutionnels se défont des actions des banques qui chutent fortement ;
- les dépôts des ménages, en période de crise, ne sont pas extensibles et, plus grave, si les ménages perdent confiance dans une ou plusieurs banques, ils risquent de se ruiner pour retirer leur argent et tenter de le mettre en sécurité ;
-

- des entreprises non financières retirent leurs liquidités des banques (en septembre 2011, la transnationale allemande Siemens a retiré 500 millions d'euros de la Société Générale pour les déposer à la BCE) ;
- les *money market funds* ont largement fermé le robinet de leur crédit à partir de juin 2011.
- Du coup, les banques privées se financent essentiellement auprès des banques centrales.

Phase actuelle de la crise

- Contexte international
- Les Economies des pays dits en développement vivent une conjoncture favorable
- Pas les peuples: crise alimentaire, crise climatique
- Prix élevés des biens primaires et bas taux d'intérêt

Contexte international

- La situation des Pays en développement peut changer radicalement
- Un krach bancaire ou financier peut entraîner l'éclatement de la bulle des prix des biens primaires
- La santé de l'économie chinoise peut se détériorer

- Perspectives en Europe et aux USA
- Une crise d'une durée de 10 à 15 ans

- En général, le remboursement de la dette publique est présenté par les chefs d'État et de gouvernement, la BCE, le FMI, la Commission européenne et la presse dominante comme inéluctable, indiscutable, obligatoire.

RAPPEL

- Entre 1946 et 2008, il y a eu 169 suspensions de paiement de la dette.
- Durée moyenne de la suspension: 3 ans.
- Créances douteuses effacées par les banques entre 2007 et 2010:
environ 1500 milliards de dollars

L'audit de la dette, passage obligé

- L'audit citoyen est un instrument pour rompre le tabou. Il constitue un moyen par lequel une proportion croissante de la population cherche à comprendre les tenants et aboutissants du processus d'endettement d'un pays. Il consiste à analyser de manière critique la politique d'emprunts suivi par les autorités du pays.

- Pourquoi l'Etat a-t-il été amené à contracter une dette qui va croissant ? Au service de quels choix politiques et de quels intérêts sociaux la dette a-t-elle été contractée ? Qui en a profité ? Etait-il possible ou nécessaire de faire d'autres choix ? Qui sont les prêteurs ? Qui détient la dette ?

- Les prêteurs mettent-ils des conditions à l'octroi des prêts ? Lesquelles ? Quelle est la rémunération des prêteurs ? Comment l'Etat s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part du principal a déjà été remboursée ?

- Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Dans quelles conditions a été réalisée tel ou tel sauvetage bancaire ? Quelle est la responsabilité de la banque dans ses déboires ? Quel est le coût du sauvetage ? Qui a pris la décision ?

- Que penser de l'indemnisation d'actionnaires qui sont responsables du désastre avec les administrateurs qu'ils ont désigné ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ?

- Quel est la part du budget de l'Etat qui va au remboursement de la dette publique (intérêts et remboursement du capital) ?
Comment l'Etat finance-t-il le remboursement de la dette ?

- Sachant que les gouvernants en place dans l'UE sont tous prêts à réaliser une baisse des dépenses publiques et à contenir ou à réduire les revenus de la majorité de la population, à ce régime-là combien d'années faudra-t-il pour rembourser la dette ?

- Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre combien riche et prometteur est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit à une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers.

L'audit citoyen est ouvert à tous et toutes

- Pour répondre à ces questions et à bien d'autres qui seront formulées au cours du processus d'audit, il n'est pas nécessaire de pénétrer des secrets d'Etat ou d'avoir accès aux documents non publics de la banque nationale, du ministère des finances, du FMI, de la BCE, de la CE, des maisons de clearing comme Clearstream ou Euroclear.

- Certes de nombreux documents protégés jalousement par les gouvernants et banquiers devraient absolument être mis à la disposition du public et seraient très utiles à affiner l'analyse à réaliser au cours de l'audit. Il faut exiger que les autorités, les banquiers (et autres zinzins) et les maisons de clearing fournissent les informations et la documentation nécessaire à un audit exhaustif.

L'audit n'est pas réservé à des experts

- De même, l'exercice de l'audit n'est pas réservé à des experts : réviseurs d'entreprise ou des comptes publics, constitutionalistes, spécialistes du droit commercial et du droit privé, experts comptables, économistes,... Ces personnes sont évidemment bienvenues et elles peuvent apporter beaucoup au travail collectif de l'audit citoyen. Mais un collectif peut commencer le travail sans nécessairement être assurés de la participation de tels experts.

- Ces personnes sont évidemment bienvenues et elles peuvent apporter beaucoup au travail collectif de l'audit citoyen. Mais un collectif peut commencer le travail sans nécessairement être assurés de la participation de tels experts. C'est en commençant le travail et en provoquant un débat public que chemin faisant les collectifs s'étofferont et réuniront différentes expertises.

- Des salariés-ées, des étudiants-es, des sans-emplois rémunérés, des retraité-es, ... peuvent en se réunissant et en se mettant au travail accomplir un travail considérable qui permettra de mettre en lumière les tenants et aboutissants du processus d'endettement public.

1. Réaliser un audit de la dette publique afin d'annuler la partie illégitime.

- Une partie importante de la dette publique des États de l'Union européenne est illégitime car elle résulte d'une politique délibérée de gouvernements qui ont décidé de privilégier systématiquement une classe sociale au détriment du reste de la société.
- La baisse des impôts sur les hauts revenus des personnes physiques, sur leur patrimoine, sur les bénéficiaires des sociétés privées ont amené les pouvoirs publics à augmenter la dette publique afin de combler le trou laissé par cette baisse.

Audit de la dette

- À cela s'est ajouté depuis 2007-2008, un sauvetage des institutions financières privées, responsables de la crise, qui a coûté très cher aux finances publiques et a fait exploser la dette publique.

Audit de la dette

- Ce cadre général frappe clairement d'illégitimité une part importante des dettes publiques.
- À cela s'ajoutent, dans un certain nombre de pays soumis au chantage des marchés financiers, d'autres sources évidentes d'illégitimité.

Audit de la dette

- Dans des pays comme la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie ou l'Irlande, le Portugal, les prêts accordés par le FMI ont été assortis de conditions qui constituent une violation des droits économiques et sociaux des populations.

Audit de la dette

- On assiste dans certains pays à une marginalisation du pouvoir législatif et des citoyens au profit d'une politique du fait accompli imposée par le pouvoir exécutif qui passe des accords avec la Commission européenne et le FMI

Audit de la dette

- Pour des pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou des pays d'Europe de l'Est (et en dehors de l'UE, des pays comme l'Islande), c'est-à-dire des pays qui sont soumis au chantage des spéculateurs, du FMI et d'autres organismes comme la Commission européenne, il convient de recourir à un moratoire unilatéral du remboursement de la dette publique.

Audit de la dette

- L'audit doit permettre d'apporter au gouvernement et à l'opinion publique les preuves et les arguments nécessaires à l'annulation/répudiation de la partie de la dette identifiée comme illégitime. Le droit international et le droit interne des pays offrent une base légale pour une telle action souveraine unilatérale d'annulation/répudiation.

Audit de la dette

- Dans d'autres pays comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, il n'est pas nécessairement impératif de décréter un moratoire unilatéral pendant la réalisation de l'audit. Celui-ci doit être mené afin, lui aussi, de déterminer l'ampleur de l'annulation/répudiation à laquelle il faudra procéder.

Qui paie la facture de l'annulation?

- Dans tous les cas de figure, il est légitime que les institutions privées et les personnes physiques à hauts revenus qui détiennent des titres de ces dettes supportent le fardeau de l'annulation de dettes souveraines illégitimes car ils portent largement la responsabilité de la crise, dont ils ont de surcroît largement profité

Poursuite en justice

- Si l'audit démontre l'existence de délits liés à l'endettement illégitime, leurs auteurs devront être sévèrement condamnés à payer des réparations et ne doivent pas échapper à des peines d'emprisonnement en fonction de la gravité de leurs actes. Il faut demander des comptes en justice à l'encontre des autorités ayant lancé des emprunts illégitimes.

Qui paie la facture de l'annulation?

- En ce qui concerne les dettes qui ne sont pas frappées d'illégitimité, il conviendra d'imposer un effort aux créanciers en termes de réduction du stock et des taux d'intérêts, ainsi que par un allongement de la période de remboursement.
- Ici aussi, il conviendra de réaliser une discrimination positive en faveur des petits porteurs de titres de la dette publique qu'il conviendra de rembourser normalement.

Un autre règle d'or

- L'Accord de Londres de 1953 sur la dette allemande qui consistait notamment à réduire de 62 % le stock de la dette stipulait que la relation entre service de la dette et revenus d'exportations ne devait pas dépasser 5 %. On pourrait définir un ratio de ce type : la somme allouée au remboursement de la dette ne peut excéder 5 % des recettes de l'État.

- La réalisation d'un audit citoyen de la dette publique combinée à une suspension unilatérale et souveraine du remboursement de la dette publique, permettra d'aboutir à une annulation/répudiation de la partie illégitime de la dette publique et de réduire fortement le reste de la dette.

- Adoption d'une règle d'or qui consiste à dire que les dépenses publiques qui permettent de garantir les droits humains fondamentaux sont incompressibles et priment sur les dépenses relatives au remboursement de la dette...

Mesures complémentaires à l'annulation de la dette

- 2. Stopper les plans d'austérité, ils sont injustes et approfondissent la crise.**
- **3. Instaurer une véritable justice fiscale européenne et une juste redistribution de la richesse. Interdire les transactions avec les paradis judiciaires et fiscaux. Lutter contre la fraude fiscale massive des grandes entreprises et des plus riches.**

4. Remettre au pas les marchés financiers, notamment par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert et de la spéculation dans une série de domaines.

5. Transférer sous contrôle citoyen les banques privées au secteur public.

- 6. Socialiser les nombreuses entreprises et services privatisés depuis 1980.**
- 7. Réduire radicalement le temps de travail pour créer des emplois tout en augmentant les salaires et les retraites.
Créer un salaire minimum légal au niveau européen.**

8. Refonder démocratiquement une autre Union européenne basée sur la solidarité.

- Plusieurs dispositions des traités qui régissent l'Union européenne, l'eurozone et la BCE doivent être abrogées.
- Par exemple, il faut supprimer les articles 63 et 125 du traité de Lisbonne interdisant tout contrôle des mouvements de capitaux et toute aide à un État en difficulté.
- Il faut également abandonner le Pacte de stabilité et de croissance.
- Au-delà, il faut remplacer les actuels traités par de nouveaux dans le cadre d'un véritable processus constituant démocratique afin d'aboutir à un pacte de solidarité des peuples pour l'emploi et l'écologie.

- Il faut revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique de la Banque centrale européenne.
L'incapacité du pouvoir politique à imposer à la BCE de créer de la monnaie est un handicap très lourd.

- Pour cela, les politiques budgétaires et fiscales doivent être non pas uniformisées, car les économies européennes présentent de fortes disparités, mais coordonnées pour qu'enfin émerge une solution « vers le haut ». Des politiques globales à l'échelle européenne, comprenant des investissements publics massifs pour la création d'emplois publics dans des domaines essentiels (des services de proximité aux énergies renouvelables, de la lutte contre le changement climatique aux secteurs sociaux de base), doivent s'imposer.

- Cette autre Europe démocratisée doit, pour le CADTM, œuvrer pour imposer des principes non négociables : renforcement de la justice fiscale et sociale, choix tournés vers l'élévation du niveau et de la qualité de vie de ses habitants, désarmement et réduction radicale des dépenses militaires (y compris retrait des troupes européennes d'Afghanistan et départ de l'OTAN), choix énergétiques durables sans recours au nucléaire, refus des organismes génétiquement modifiés (OGM). Elle doit aussi résolument mettre fin à sa politique de forteresse assiégée envers les candidats à l'immigration, pour devenir un partenaire équitable et véritablement solidaire à l'égard des peuples du Sud de la planète.

Initiatives en cours en Europe, en Tunisie et en Egypte

- Merci
- Eric Toussaint
- Plus d'infos: www.cadtm.org